

Chronique d'un désastre annoncé ou reconstruction possible ? Où en est le débat ?

« Je témoigne d'abord de la qualité des Etudiant(e)s qui suivent les programmes » RS
Consultez aussi l'espace de libre expression <http://www.essaime.com>

Après une série de contretemps consécutifs aux erreurs et à l'échec de FBS (France Business School), une nouvelle ESCEM (Ecole Supérieure de Commerce Et de Management) peut-elle rebondir ? Est-elle viable ? La méthode utilisée pour la remettre sur les rails est-elle crédible ?

1) Un lourd passif

Tout d'abord, le constat que nous devons dresser est sans appel. En termes d'image de marque, de diminution du recrutement d'étudiants, d'emplois supprimés et compromis, les conséquences de la défaillance de FBS sont particulièrement préjudiciables.

L'improvisation et l'amateurisme qui ont prévalu à propos des choix stratégiques, ainsi que les carences de management apparaissent à l'origine du désastre. C'est d'ailleurs un comble pour une école censée enseigner des principes qu'elle n'est pas en mesure de s'appliquer à elle-même, faute d'une gouvernance sereine et professionnelle. En outre, se tenant à distance des réalités du terrain et se référant à des discours mirobolants plus qu'à des actions concrètes, un certain nombre de décisionnaires consulaires et politiques portent aussi une lourde part de responsabilité dans cet échec.

En quelques mois d'existence de FBS, le capital-confiance a été dilapidé. Le long et patient travail de construction, les efforts antérieurs ont été détruits par des individus qui ont démontré plus d'ambitions pour eux-mêmes que pour l'Institution qu'ils étaient censés servir. Les éphémères directeurs – sans doute nommés trop hâtivement – n'avaient pas de référence de gestion sur leurs propres deniers, préférant être généreusement rémunérés sur fonds publics et privés. Qui subit aujourd'hui les conséquences de ces dérives ?

A l'échelle régionale, l'ampleur de ce sinistre économique et social se mesure aussi à l'aune des énergies individuelles utilisées et passées par pertes et profits, auxquelles s'ajoutent les ressources publiques dépensées. Notre conscience professionnelle et citoyenne ne peut donc nous demander de passer sous silence cet inventaire, sinon ce serait lâcheté.

Il faut aujourd'hui produire les comptes des erreurs d'approche et de méthode dont nous avons été et sommes encore les témoins, alors que la plupart d'entre nous se consacraient et continuent de se consacrer à un véritable travail pédagogique – utile celui-là –, volontairement éloigné des errements d'arrivistes ou de gens prétentieux coupés du réel.

2) Le rappel des enjeux

Le signataire de cette analyse intervient à plusieurs titres : d'une part en qualité de parent de deux jeunes femmes étudiantes qui ont suivi le cursus des Etablissements concernés, et, d'autre part, d'intervenant formateur issu du milieu professionnel qui, pendant dix ans et en synergie avec d'autres, s'est investi pour promouvoir un enseignement de haut niveau ou, en tout cas, fait d'exigence sur le campus d'Orléans.

Nul ne peut – ni ne doit – ignorer les enjeux que représentent un enseignement supérieur de qualité, tant pour le développement économique de notre région que pour la création d'emplois dans les entreprises et structures publiques. Aujourd'hui, notre attention doit rester centrée sur l'intérêt des étudiants et de leurs parents, contributeurs financiers directs ou/et contribuables, tout en accordant une grande attention à la motivation des membres des personnels et enseignants de ces Etablissements.

Deux objectifs sont maintenant à considérer : d'une part, la réparation des préjudices subis et, d'autre part, la préservation de ce qui peut – ou pourrait – encore être sauvé à condition d'en prendre réellement le chemin. Sur ce dernier point, les leçons de l'expérience FBS n'ont pas été tirées.

Nous déplorons la répétition d'erreurs déjà commises, ainsi que l'action en vase clos de la nouvelle présidence et direction provisoire dite de « transition ». Son fonctionnement opaque se réduit aux conciliabules internes de membres cooptés, peu ou prou au fait du dossier, pour la plupart de parfaits inconnus dans notre région. Qu'ont-ils à faire de constructif ici ? Les importants honoraires versés sont-ils justifiés ? Nous sommes davantage confrontés à une forme anachronique et archaïque de gestion qu'à une action pertinente et réfléchie.

3) Une reconstruction compromise par des méthodes erronées

Se référant à une connaissance hélas trop superficielle du dossier, tout en continuant de faire preuve de la même obstination, la présidence actuelle de l'ESCEM s'interdit de traiter plusieurs priorités en même temps. Il en résulte un trop faible niveau d'efficacité.

Pour l'ensemble des raisons qui viennent d'être exposées, le signataire a été amené à faire part de son désaccord et de ses plus extrêmes réserves, constatant aussi que les options prises apparaissent en contradiction avec le discours officiel.

Contrairement à ce qui est affirmé, les ressources et synergies locales et régionales ne sont ni utilisées ni mises en œuvre, car il est fait appel à un réseau d'amis et d'intervenants extérieurs payés aux frais des entités contributrices. De nouvelles dépenses viennent donc s'ajouter aux déficits déjà constatés. Qui va payer l'addition : les financeurs publics ou les étudiants et leurs parents qui vont souscrire à l'augmentation de frais d'inscription déjà élevés ?

En l'état actuel, et sauf changement significatif d'intentions et de dispositions, il existe donc peu de raisons d'être optimistes sur le rétablissement d'une confiance qui, à court et moyen terme, serait de nature à rendre crédible une véritable reconstruction de l'ESCEM.

Le navire continue à dériver sans cap ni capitaine. Il est par conséquent nécessaire d'approfondir les questions clés avant la rentrée et, non pas le 15 octobre comme annoncé début juin par la nouvelle direction dite provisoire. En l'absence des réponses attendues – repoussées sans cesse aux calendes grecques –, il va bien falloir avoir le courage de prendre les dispositions qui s'imposent de par leur urgence et les enjeux qu'elles représentent.

Il n'est pas nécessaire de sortir de Saint-Cyr ou d'avoir fait l'ENA, même si les gens qui en sortent sont respectables, pour consacrer autant de mois, pour ne pas dire d'années, avant d'en avoir pleinement conscience. Devrions-nous regretter l'absence du bon sens paysan qui, avec davantage d'humilité et certainement beaucoup moins d'argent dépensé, serait en mesure, en quelques instants seulement, de mettre le doigt sur les anachronismes, carences et blocages ?

Les coûts induits par les gaspillages évoqués sont devenus intenable et insupportable pour celles et ceux qui, au quotidien, travaillent pour faire tourner l'économie. Il est donc urgent de mettre un terme à ces atermoiements à répétition, générateurs de manque d'efficacité.

Nous sommes aujourd'hui face à un choix : écrire la chronique d'un désastre annoncé ou mettre en place les conditions d'une véritable reconstruction pour que le diplôme des étudiants conserve la valeur qu'il mérite.

René Rouzioux-Saens, le 23 juillet 2015.

Mail : rs@essaime.com ou consultez <http://www.essaime.com>

PS : Vous pouvez estimer avoir le droit et le devoir de participer à la diffusion de cette analyse. En tout cas, demeurez les artisans de la construction de votre avenir.